

SOMMAIRE DES ANNEXES

Pages

9. — TURQUOISE (suite)

9.F. — ÉLÉMENTS D'INFORMATION SUR LE GÉNOCIDE ET SUR DIVERS MASSACRES	488
<i>9.F.1. — Document du ministère de la Défense sur le bilan des exactions</i>	<i>489</i>
<i>9.F.2. Fiche d'information, 10 juillet 1994, Renseignements recueillis sur les exactions commises au stade de Kibuye.....</i>	<i>494</i>
<i>9.F.3. Fiche d'information, 10 juillet 1994, Renseignements recueillis en zone humanitaire de sécurité du.....</i>	<i>498</i>
<i>9.F.4. Retranscription des émissions de Radio Mille Collines, 12 juillet 1994</i>	<i>501</i>
<i>9.F.5. Fiche d'information, 23 juillet 1994, Bilan des massacres perpétrés par le FPR.....</i>	<i>504</i>
<i>9.F.6. Fiche d'information, 23 juillet 1994, Massacres de Birambo</i>	<i>509</i>
<i>9.F.7. Note du ministère des Affaires étrangères, 12 juillet 1994, Personnalités accusées par le FPR d'être responsables des massacres.</i>	<i>510</i>
<i>9.F.8. Note du ministère des Affaires étrangère, 21 juillet 1994, Personnalités accusées par le FPR d'être responsables des massacres. Eléments complémentaires.....</i>	<i>516</i>

**9.F. — ÉLÉMENTS D'INFORMATION SUR
LE GÉNOCIDE ET SUR DIVERS
MASSACRES**

**9.F.1. — Document du ministère de la Défense
sur le bilan des exactions**

Déclassifié

EXACTIONS EN ZONE TURQUOISE

Informations recueillies par les éléments de la force TURQUOISE sur les massacres qui auraient été perpétrés par les milices HUTUS

	Date	Lieu	Nombre présumé de victimes	Auteur présumé	Observations
1	07-Avr-94	NYUNDO	?	?	Témoignage
2	10-Avr-94	RUTSIRO	?	?	Témoignage
3	11-Avr-94	RUTSIRO	100	?	Témoignage
4	13-Avr-94	GITWA	600	?	Témoignage
5	14-Avr-94	KIBUYE	1	Bourgmestre GISOVU	Témoignage
6	17-Avr-94	Home St Jean de KIBUYE	4300	Milices/gendarmes	Témoignages/ constatations des dégats causés à l'église
7	18-Avr-94	Stade de KIBUYE	9000	Milices/gendarmes	Témoignages / 4 fosses communes recensées
8	18-Avr-94	GISENYI	?	?	renseignement recueilli
9	30-Avr-94	SHANGI	5000	Milices/ Hutus du BURUNDI	Renseignements recoupés
10	09-Jun-94	BISESERO	?	Milices	renseignement recueilli
11	?	Hôpital de KIBUYE	30	?	renseignement recueilli
12	?	N'GOMA	?	?	renseignement recueilli
13	?	GIKONGORO	1	Gendarmerie	Témoignage
14	?	NYANGE	500	?	Témoignage
15	?	BIRAMBO	?	?	renseignement recueilli/constatation sur place/3 fosses communes recensées
16	?	RWAMATUVU	?	?	Renseignement recueilli
17	?	GISHYITA	?	?	Renseignement recueilli
18	?	GISOVU	?	?	Renseignement recueilli

LISTE DES PARTICIPANTS PRESUMES AUX EXACTIONS

Information relevées par les éléments des forces TURQUOISES

	Nom	Prénom	Fonction	Lieu des exactions	Nombre de victime	Observations
1	KAYISHEMA	Clément	Préfet de KIBUYE	Stade de KIBUYE	9000	
2	BAGIRISHEMA	Ignace	maire de MABANZA	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
3	MURAGAZI	Gabriel	maire de MURENDO	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
4			maire de CAYONE	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
5	SUKUBWABO	Charles	maire de GISHYITA	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
6	BURUZINDANA	Obed	Commerçant à MUGONERO	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
7	MIKA MWIMANI		Conseiller GISHYITA	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
8			Maire MAMATAMU	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
9			Maire GUYSOVU	Home Saint Jean de KIBUYE	4300	
10	N'DIMBATI	Aloys	Maire de GISOVU		1	
11	MUNYAKAZI	Youssouf		SHANGI	5000	
12	HABIMANA	Jacques	Commerçant à BUTARE	BUTARE		
13	HABIMANA	Mubanga	Commerçant à BUTARE	BUTARE		
14	MYOMTEZE		Lieutenant, CSD camp N'GOMA	N'GOMA		
15	GABIRA	Gilbert		BUTARE		
16	BIZIMUNGU		Major, cdt gendarmerie GIKANGOR	GIKONGORO	1	
17	HABARUREMA	Pascal	SS Lt gendarmerie de KIBUYE	KIBUYE	1	
18	DUSABIMANA	Emmanuel		KIBUYE		
19	KABASNA	Tharcisse	Maire BWAKIRA	BIRAMBO		
20	MASSER		Masseur	BIRAMBO		
21	UWIMANA	Jean Baptist	Ss préfet BIRAMBO	BIRAMBO		
22	RUSINDANA	Obed	Commerçant BOUBOUGA	RWAMATUSU/GISOVU/GISHYTA		A rapprocher du n° 6
23	MAGIRIRI			MURAMA		
24	MARTIN			MURAMA		

EXACTIONS EN ZONE TURQUOISE

Informations recueillies par les éléments de la force TURQUOISE sur les massacres qui auraient été perpétrés par le FPR
Compte tenu du lieu des événements ces informations n'ont pu être vérifiées sur place.

N°	Date	Lieu	Nombre présumé de victimes	Auteur présumé	Observations
1	03-Jul-94	MASANGO	300	SOLDATS FPR	
2	07-Jul-94	KAYANZA	4000		
3	?	BUTARE	1000	FPR	massacre de blessés des FAR lors prise BUTARE
4	?	BUTARE	?	milices INKHOTANYI	intellectuels hutus et membre MRND et de la CDR
5	09-Jul-94	RUSHASHI	?	FPR	familles de militaire lors de la prise de RUSHASHI
6	10-Jul-94	MUHUNDO	?	FPR	familles de militaire lors de la prise de MUHUNDO
7	10-Jul-94	NYAKIBENKE	?	FPR	
8	14-Jul-94	KAMANA	3	FPR	
9	18-Jul-94	MARABA	8	FPR	
10	19-Jul-94	CYARATZI	25	FPR	
11	21-Jul-94	SIMBI	15	FPR	
12	22-Jul-94	?	35	FPR/Armée burundaise	les victimes seraient des interahamwe
13	23-Jul-94	KILINDA	?	FPR	
14	21-Jul-94	MURARA	?	FPR	
15	25-Jul-94	MUSHUBATI	?	FPR	tirs sur des réfugiés à la mitrailleuse de 14.5
16	25-Jul-94	MUSHUBATI	?	FPR	
17	25-Jul-94	KIGEYO	6	FPR	Témoignage
18	25-Jul-94	KAGANO	4	FPR	Témoignage
19	26-Jul-94	MARABA	?	FPR	
20	27-Jun-94	MARABA	?	FPR	

N°	Date	Lieu	Nombre présumé de victimes	Auteur présumé	Observations
21	27-Jul-94	GAKO	?	FPR	témoignage reçu par le MJR RACINE de la MINUAR
22	28-Jul-94	BUKEYE	3	FPR	massacre suite à des "arrêts de justice impartiaux"
23	28-Jul-94	KAZIZI	10	FPR	
24	28-Jul-94	KIBUYE	?	FPR	massacres de personnes incarcérées
25	?	KILINDA	?	FPR	fosses communes découvertes
26	?	NYARUSANGE	?	FPR	fosses communes découvertes
27	31-Jul-94	BUTARE	63	FPR	témoignage recueilli par le MJR RACINE de la MINUAR
28	01-Aoû-94	KADUHA	2	FPR	témoignage recueilli par le MJR RACINE de la MINUAR

FICHE D'INFORMATION

OBJET : Exactions commises au stade de Kibuye.

En conformité avec la Résolution 935 des Nations-Unies instaurant une commission d'enquête sur les violations des Droits de l'Homme et sur les exactions commises au RWANDA , la force TURQUOISE a recueilli des informations relatives à des exactions qui auraient été commises au stade de Kibuye .

I / LES FAITS

Le lundi 18 avril entre 14H et 18H 40 , des assassinats ont été commis sur le stade, en bordure de la route menant de KIBUYE à CYANGUGU .

Le préfet de KIBUYE aurait demandé aux bourgmestres des communes de sa circonscription de convaincre les personnes déplacées tutsis de rejoindre la ville de KIBUYE où elles seraient accueillies dans de bien meilleures conditions .

Trois bourgmestres se seraient exécutées : BAGIRISHIMA Ignace (commune de Mabanza), MURAGIZI Gabriel (commune de Mwendo) et le bourgmestre de la commune de CAYOUE , circonscription de la préfecture de GISENYI .Le slogan évoqué était : "allez à KIBUYE , il y a plus de moyens" .

Regroupés sur le stade , ils n'y recevront aucune nourriture du 13 au 18 avril , à l'exception de bouillie pour les enfants offert par la Croix-Rouge .

Le nombre des déplacés ainsi regroupés est évalué à 9000 dont 2000 venant de la commune de MWENDO .

A 14H 00, des grenades à fusil sont lancées des deux collines surplombant le stade. Des tirs d'armes à feu se poursuivent jusqu'à 18h 40 (tombée de la nuit) ; le lendemain les blessés et survivants seront tués . Durant le massacre du 18 avril , toutes les issues du stade étaient gardées par des militaires ou civils armés ; le stade était encerclé de miliciens ou de paysans armés de machettes qui tuaient ceux qui tentaient de s'enfuir .

Les tireurs auraient été identifiés comme étant 5 gendarmes du groupement, un douanier et les deux surveillants de la prison . Les noms ne nous ont pas été communiqués .

Toutes les personnes ayant participé au massacre s'identifiaient grâce à une feuille de banane tressée et nouée autour de la taille .

Les FAR ne semblent pas impliqués sauf éventualité d'éléments en civil .Aucun témoin ne les cite .

II / CONSTATATIONS

Tous les corps du massacre au Home saint Jean (cf fiche particulière) et du stade ont été chargés par des caterpillars du Ministère des travaux publics puis ont été transportés par des camions appartenant à ce même ministère .

A la connaissance de la force Turquoise , 4 fosses ont été recensées :

fosse 1 : A l'ONAPD (office national de la population) situé après l'hôpital sur la route de CYANGUGU . Ils auraient été ensevelis dans une fosse d'où l'on avait extrait l'argile servant à la fabrication des briques ; Ensuite ils auraient été recouverts avec de la terre (corps provenant du stade)

fosse 2 : Elle se trouverait entre le stade et l'école , à gauche sur la route de CYANGUGU (corps provenant du stade) ; En bout de mur sur l'arrière du stade , côté école , des ossements de personnes massacrés apparaissaient à fleur de sol du fait de l'action de chiens errants . Ceux-ci ont été recouverts depuis par les autorités locales en raison de l'odeur de charnier persistante aux abords immédiats de l'enceinte du stade.

fosse 3 : Elle se trouverait près de l'école privée APAPEGI située à 800 mètres environ de la station PETRORWANDA située au centre du village .Les corps proviendraient du stade et du Home saint Jean)

fosse 4 : Elle serait devant l'entrée de l'église du Home Saint

FICHE D'INFORMATION

OBJET : Exactions commises à L'Home Saint Jean de Kibuye.

En conformité avec la Résolution 935 des Nations-Unies instaurant une commission d'enquête sur les violations des Droits de l'Homme et sur les exactions commises au RWANDA , la force TURQUOISE a recueilli des informations relatives à des exactions qui auraient été commises à l'église Home Saint- Jean de Kibuye .

I / LES FAITS RAPPORTES

Le dimanche 17 avril , vers 8 H 00 , 4300 Tutsis avaient trouvé refuge au Home Saint Jean de Kibuye selon les chiffres recueillis auprès de la Croix-Rouge rwandaise .

Le Home Saint Jean se compose d'une église importante bâtie sur un promontoire jôuxtant la route menant du centre de KIBUYE à l'embarcadère . Elle présente également un groupe de bâtiments avec une chapelle , une vingtaine de chambres et une grande maison surplombant le lac .

Quelques gendarmes (de l'ordre de 5 sous-officiers) quittent le cantonnement du groupement de gendarmerie contre l'avis du Major Jean-Baptiste JABO . Ce dernier serait en effet marié à une rwandaise d'origine tutsie . Ils sont accompagnés de deux surveillants de la prison et d'un receveur des douanes . Ils se dirigent vers le Home Saint Jean . Le Home Saint Jean est gardé par des réfugiés Tutsi . A leur vue , ceux -ci tentent de préserver l'entrée de l'église par des projections de pierre . Ils sont alors abattus par arme à feu . Des grenades sont alors lancées à l'intérieur de l'édifice qui renferment femmes et enfants .

Des civils venus de la commune de RUTSIRO auraient participé au massacre .

II/ CONSTATATIONS SUR ZONE :

La façade de l'église présente des impacts de balles . Les vitraux n'existent plus alors qu'ils sont encore en place sur sa façade arrière ;le porche est noirci par la fumée.Le toit de tôle est criblé d'impacts d'armes automatiques. L'église a été nettoyée mais une forte odeur de cadavres perdure . Il ne reste que deux fosses communes (sur une bande de terre remuée de 10 x 8 m) devant l'entrée de l'église . De nombreuses personnes semblent le confirmer .

III/ TEMOIGNAGES POSSIBLES

- 497 -

Les soeurs des congrégations religieuses qui étaient à KIBUYE et qui ont été évacuées peuvent peut-être apporter aux membres mandatés de la commission d'enquête des témoignages intéressants . Il en est de même du commandant de groupement de gendarmerie, d'Athanase KAYGITA , instituteur du village de NYAGURATI et d'Ozias NZAMBAIRE qui fut pendant un an le conducteur du préfet .

De nombreux Tutsis et Hutus modérés ont avancé le nom du préfet de la région de KIBUYE Clément KAYISHIMA , âgé de 37 ans et médecin de formation , comme l'instigateur des massacres ; Celui-ci , souvent imprégné d'alcool , aurait avivé la haine ethnique et aurait été à l'origine des actions perpétrées par des miliciens de base .Il n'a jamais été toutefois cité comme avoir participé directement aux tueries. Selon les renseignements recueillis , les massacres du Home saint Jean et du stade (cf fiche 2) auraient éliminé 13 000 rawandais environ , pour la plupart des Tutsis mais aussi très certainement des Hutus non connus dans la région et peut-être même des opposants .

Autres noms de personnes revenant souvent dans la bouche des gens contactés sur le terrain à propos des exactions et tueries perpétrées dans la zone de la préfecture de KIBUYE :

BAGIRISHEMA Ignace , bourgmestre de MABANZA
MURAGAZI Gabriel maire de MURENDO
bourgmestre de CAYONE
Charles SUKUBWABO bourgmestre de GISHYTTA .
BURUZINDANA OBED commerçant à MUGONERO
MIKA MWIMANI conseiller de GISHYTTA
bourgmestre de MAMATAMU
bourgmestre de GUYSOVU

FICHE D'INFORMATION**OBJET : RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS EN ZONE HUMANITAIRE DE SECURITE**

Selon des renseignements recueillis au cours des patrouilles de la force TURQUOISE ,un quart de la population (Tutsis) aurait été assassiné et enseveli dans le cimetière de GISENYI entre le 6 et le 18 avril 1994. Des miliciens de GISENYI se seraient rendus sur le secteur de BISESERO du 5 au 9 juin à l'effet d'y commettre des massacres. Une trentaine de personnes auraient été en outre tuées à l'hôpital de KIBUYE .

Le 6 juillet à 8h00 , Mme MUTAKAMITALI Adrienne qui s'était réfugiée au camp de KIBUYE depuis la veille, affirme que son mari EDGAR a été assassiné le 14/4/94 par le bourgmestre de GISOVU, M. N'DIMBATI Aloys .

le 6 juillet à 8h30 , ue femme tutsi s'est présentée avec un enfant au PC du groupement Nord de KIBUYE . Elle a échappé aux massacres du stade . Elle confirme la participation des gendarmes aux massacres . Elle indique que dans les jours qui ont précédé les tueries , les personnes chargées du ravitaillement ne revenaient jamais . Ceux qui sortaient au moment des massacres, étaient exterminés à la machette par des paysans , membres du MRND et du CDR . N'ayant pas été blessée , cette femme s'est rendue à l'hôpital où elle a été cachée par une hutue dans un plafond durant deux semaines .Elle a ensuite trouvé refuge dans une famille hutue jusqu'à son arrivée au PC du groupement nord de TURQUOISE (KIBUYE) .

Le 7 juillet à 7 H 00 , a été accueilli un couple de tutsi, N'IAZINDA Ernest et YAMFASHIGE Eugénie avec leur bébé de 20 mois ABAYISENGA Solange. Depuis avril ceux-ci se cachaient dans une famille hutue dans la région de Mabanza . Ils ont laissé entendre l'existence d'un registre dans cette localité sur lequel figuraient les noms et adresses des Tutsis qui finançaient le FPR et qui devaient être éliminés . De la même manière , le FPR posséderait des listes de Hutus à éliminer en priorité .

Selon des renseignements recoupés , des Hutus en provenance du BURUNDI et du ZAÏRE seraient venus renforcer les milices qui sévissent dans la partie Sud de la province . Elles étaient commandées par Youssouf MUNYAKAZI qui est désigné par les

informateurs comme le responsable des massacres de SHANGI (15 km Nord-Est de CYANGUGU) où 5 000 personnes avaient été tuées les 29 et 30 avril 94 .

Lors d'une mission sur le secteur de KIBEHO , les unités ont appris que 2 dirigeants des massacres de BUTARE avaient été interpellés. Il s'agit de Jacques HABIMANA , ancien conseiller de N'GOMA et MUBANGA HABIMANA , chef de secteur à HUYE . Ces deux individus ont , d'après les témoignages , dirigé les massacres de N'GOMA . Le premier est un ancien journaliste, commerçant de BUTARE (buvette) qui appartient au MDR "power" (tendance NSENGYARREMYE opposé a TWAGIRAMUNGO) . Il avait de nombreuses relations avec les militaires à sa buvette . Il possède un carnet d'adresses très fourni comprenant des hommes politiques (NSABIMANA , ex-préfet de BUTARE, Maîtres GAKWA Callixte et BIZIMANA Paul du MDR "Power", professeur RUMYINYA BARABWILIZA , le conseiller à la présidence qui accompagnait le président rwandais à ARUSHA mais qui n'a pas pris l'avion du retour) et des hommes plus douteux (Lt MYOMTEZE commandant en second le camp de N'GOMA et principal instigateur désigné des massacres dans cette paroisse) . Celui-ci était entouré d'une bande de vingtaine de miliciens armés sur lesquels il avait une grande influence .

Selon des propos recueillis auprès de plusieurs personnes , le bourgmestre SIKUBWABO Charles aurait été l'instigateur de nombreuses chasses aux Tutsis .

Dans l'église du diocèse de KANAMA à NYUNDO , une unité a trouvé sous la croix du CHRIST du sang ainsi que dans deux pièces attenantes , laissant supposer qu'on y a tué 2 à 3 personnes .

Un dénommé Gilbert GABIRA (adjoint de Jacques HABIRAMA , chef des miliciens de BUTARE) s'est réfugié à CYANGUGU avec sa famille et des miliciens . Connu pour sa participation aux massacres , cet individu dangereux avait laissé entendre à son entourage qu'il s'en prendrait sur zone au camp de réfugiés de NYARUSHISHI .

Mme MUKAMWIZA Marie-Louise (hutu) accompagnée de quatre membres de sa famille a été évacuée sur Kitabi en raison de menaces de mort que faisait peser sur elle le major BIZIMUNGU , commandant la gendarmerie de GIKONGORO (originaire de CYANGUGU) . Son mari M. NZEYIMANA , ancien directeur général au ministère de l'information aurait été assassiné , sur ordre du Major BIZIMUNGU , par des militaires.

Plusieurs charniers dont certains contenant des centaines de cadavres , ont été découverts à KADUHA .Il semblerait également qu'il y ait des cadavres récents à proximité du marché .

Dans un article du journal français Le FIGARO intitulé "La solution finale du préfet de KIBUYE" on peut lire sous la plume de son auteur : " La semaine dernière et toujours sur ordre du préfet , le lieutenant PASCAL a écrasé à coups de pierre la tête d'un administrateur de la commune voisine de KAYENZE : c'était un hutu mais le lieutenant PASCAL avait été convaincu par le préfet que le malheureux fonctionnaire faisait partie de l'opposition , c'était donc un complice . Pour l'exemple , il l'a tué devant toute la population de la commune " .

Ce renseignement n'a pas été confirmé par d'autres témoignages . Cependant il existerait un sous-lieutenant de gendarmerie prénommé PASCAL . Ce dernier n'est pas actuellement présent mais il pourrait s'agir d'un nommé Pascal HABARUREMA . S'il

s'agit de lui , il aurait quitté le groupement de gendarmerie de **KIBUYE** pour se diriger vers **CYANGUGU** .

Pour les massacres de Kibuye , le nommé **Emmanuel DUSABIMANA** (agent du service de renseignements à la préfecture) aurait pu jouer un rôle important dans les massacres commis au début avril . Il aurait quitté la ville vers le 15 juillet pour une destination inconnue . Dernièrement il aurait tenu des listes de hutus modérés ou ayant protégé des tutsis . Cependant son nom n'est cité que par une seule personne .

9.F.4. Retranscription des émissions de Radio Mille Collines,
12 juillet 1994

Déclassifié

- 08H00 : Ouverture des émissions, hymne national (première fois).
Musique patriotique, chants populaires.
- 09H00 : Émission en français sur les O.N.G. (déjà passée la veille).
- 09H10 : Intervention en français du rédacteur en chef nommé GAIJIGI.
- Il explique assez simplement, ce qui laisse croire qu'il s'adresse plus aux
paysans, que le F.P.R. avec le gouvernement que montre RUGWEMEYA est un
mauvais choix, c'est un gouvernement d'arrivistes et de retour.
- Il ne faut pas écouter également TWAGIRAMUNGU qui mène le peuple vers la
catastrophe TUTSI.
- Les accords d'ARUSHI sont caduques, les étrangers n'ont rien compris car le
F.P.R. à pris le pouvoir par les armes, c'est donc un problème ethnique.
- Le journaliste s'adresse à l'intervenant (non nommé) en lui demandant ce qu'il
pense des actes du Général RUSATIRA ? Réponse fuyante et plutôt axée sur
certains militaires qui prône le cessez le feu donc qui sont tombés sous le
charme du F.P.R.; Ceux-ci se trompe et sont ou manipulés ou idiots.
- 09H30 : Musique traditionnelle et partisane (M.R.N.D.)
Pas d'info entre midi et quatorze heure.
- 15H00 : Conférence - débat en français, tenu le 09 juillet 1994.
La conférence se présente plutôt comme une récitation énumérant des décisions.
1° Les partis réunis regrettent la résolution 918 (embargo) à l'encontre du
gouvernement Rwandais alors que l'Ouganda et le F.P.R. ne sont pas inquiétés.
2° Ils attirent l'attention sur la mise au pouvoir des Tutsis, les États-Unis
(première fois cités) en répondront devant l'histoire.
3° L'O.N.U. et l'occident n'ont pas donné le moyen de se débarrasser de Tutsis
qui asservissent le Rwanda depuis 400 ans.
4° Il y a actuellement 4.000.000 de réfugiés et l'O.N.U. ne prend pas de mesures.
5° Le monde doit faire attention aux risques de déstabilisation de la sous région
et leur demande de plus de clairvoyance.
6° Nous refusons tous les gouvernements qui prennent le pouvoir par la force.
7° Faustin TWAGIRAMUNGU est un traître à la nation et avait de toute façon
été relevé de ses fonctions le 4 juillet 1993.
8° L'O.N.U. doit enquêter sur les atrocités commises sur le peuple Rwandais par
le F.P.R.

Les signataires à GISENYI du communiqué :

Parti	représentant	
MRND	Eddy	KAREMERA
MDR	DR.	MUREGO
PSD ?	François	N'DUGUISE
PR		?
CDR		?
PDC		MURARUGERO
PEKO	J. Batiste	BUTERO
PDI		?
RTD		?
Parti Démocrate	Laurent	HABIMANA
PADR		?
PALIRWA		?
MFTP		?
IDPR		?
PRD	Alexis	NSENGIMANA
PPGR AMARWANDA		?

Interview: du ministre porte-parole du gouvernement par François JUMA en Kinyarwanda.

Il réaffirme que c'est le seul gouvernement du peuple et fait le récit de la bataille de KIGALI depuis le 06 avril.

Il rappelle les atrocités du F.P.R. et précise que les ministres d'alors ont été dans le pays rassurer le peuple et arrêter les massacres.

Il insiste qu'il faut faire attention aux appels de l'ennemi.

L'étranger raconte que des civils rentrent sur KIGALI alors qu'en fait ce sont des renforts du F.P.R. venant de l'Ouganda.

Il raconte une anecdote en affirmant que le F.P.R., lors de la prise de BYUMBA, a convoqué la population au stade pour faire la paix et les a tous massacrés. Alors attention aux appels du F.P.R. de revenir à KIGALI, vous savez ce qui vous attend.

Ce sont surtout les belges à l'étranger qui donnent une bonne image des Tutsis.

Il donne l'exemple des wallons et flamands qui n'ont jamais pu diriger leur pays et ont été obligés d'avoir un roi étranger.

Les Hutus, dont un ministre, qui sont passés à l'ennemi ont tous été emprisonnés ou tués.

16H10 : Musique

17H00 : Émission en Kinyarwanda qui attaque plus précisément les membres Hutu passés au F.P.R.

- TWAGIRAMUNGU qui a retourné sa veste,
- KANYARENGWE anti Hutu,
- L'ancien ministre de l'économie qui a refusé à une époque de débloquer des fonds pour l'achat d'armes et de munitions.

17H20 : Musique.

OPERATION TURQUOISE
PCIAT

GOMA le 23 JUILLET 1994

9.F.5. Fiche d'information, 23 juillet 1994, Bilan des massacres
perpétrés par le FPR

Déclassifié

Des renseignements de plus en plus nombreux font état d'exactions commises par les FPR dans la zone qu'ils contrôlent . Des réfugiés ayant tenté de rentrer chez eux sont revenus dans la ZHS . En arrière de la ZHS , le FPR filtre les réfugiés rentrant chez eux . Des sympathisants leur désignent les suspects qui" seraient emmenés et qu'on ne reverrait plus" .

Les personnes chargées des exécutions seraient un nommé MAGIRIRI pour la commune de MURAMA . Pour celle de KILINDA , il s'agirait des nommés MARTIN , PROPER, MASABO et ANYSIC .

Objet : Bilan des massacres perpétrés par le FPR .

Depuis la prise de KIGALI et de BUTARE, plusieurs personnes revenant de la zone FPR font état d'assassinats perpétrés par les "Inkhotanyi"; les personnes visées sont, dans la majorité des cas, les militants des partis pro-gouvernementaux, des responsables locaux, les militaires et leur famille. Le meurtre de civils à grande échelle, dans la région de MUSHUBATI (7 km Ouest de GITARAMA) et de NYABIKENKE semble rester un cas isolé ; il pourrait s'expliquer par une volonté de vengeance à l'encontre des populations de ces communes qui auraient massacrés 35.000 Tutsi entre le 7 et le 24 avril .

Les informations mentionnés ci-dessous concernent des faits relatés par plusieurs personnes interrogées séparément ; toutefois, compte tenu du lieu des événements, situés en majorité en zone FPR, il n'a pas été possible de vérifier la réalité des faits et les nombres avancés . Les renseignements venant des autorités gouvernementales n'ont pas été pris en compte ; elles sont trop partisans et, de ce fait leurs déclarations sont considérées comme partiales .

Le 3 juillet, 300 Hutu auraient été tués par des soldats du FPR dans la commune de MASANGO (20 km Sud-Ouest de GITARAMA).

Les 7 et 8 juillet, 4.000 personnes auraient été tuées à KAYANZA, dans la commune de MUSHUBATI . Lors de la prise de BUTARE, le FPR aurait tué un millier de blessés et d'invalides de guerre que les FAR n'avaient pu évacuer de l'hôpital . Dans les jours qui ont suivi la prise de la ville, les soldats du FPR ont procédé à des éliminations individuelles ou de familles dans la préfecture ; plusieurs témoignages font état d'incendies de maisons de personnes suspectes, les familles ayant été enfermées à l'intérieur . Par ailleurs, des déplacés arrivés dernièrement ont déclaré, qu'après la prise de BUTARE, les "Inkhotanyi" auraient éliminés systématiquement les intellectuels Hutu et les membres du parti MRND et de la CDR .

Le 9 juillet lors de la prise de RUSHASHI (35 km Sud-Est de RUHENGERI), le FPR a séparé les familles des militaires des autres déplacés ; le FPR les auraient éliminés .

Le 10 juillet il aurait agi de même à MUHUNDO (40 km Sud-Sud Est de RUHENGERI) après s'être emparé de la localité .

Le même jour, des massacres auraient perpétrés à NYABIKENKE (province de GITARAMA).

Selon des informations de personnes venant de la zone FPR, la population est regroupée dans des camps ethniquement homogènes . Les camps de Tutsi et quelques camps de Hutu sont accessibles aux journalistes ; d'autres, peuplés de Hutu considérés comme suspects sont déclarés zones interdites. Dans ces camps, le FPR procéderait à des éliminations individuelles : il viendrait chercher le soir le ou les intéressés sous prétexte d'interrogatoire ou de transfert ; les intéressés ne sont jamais revenus, le FPR arguant qu'ils ont été tués lors d'un accrochage avec des miliciens .

Depuis la stabilisation de la ligne des contacts à hauteur des limites de la ZHS, les exactions ou les massacres suivants commis par le FPR ont été répertoriés :

Le 14 juillet, une quinzaine de combattants du FPR a effectué un raid sur KAMANA (30 km Sud de GIKONGORO) 2 km à l'intérieur de la ZHS ; ils ont tué 3 personnes et en ont enlevé 6 autres avant de repartir en direction de NYAKIZU.

Le 16 juillet, quatre "Inkhotanyi" ont tenté d'inciter les villageois de KIBAGA (7 km Nord-Nord-Ouest de MUSANGE) situé 1,5 km à l'intérieur de la ZHS, à rentrer en zone FPR ; les massacres des intellectuels et des membres du MRND et de la CDR à BUTARE les ont dissuadés de revenir .

Le 18 juillet, le FPR continue d'infiltrer des soldats dans la zone de MUSANGE et demande aux paysans de revenir sur leurs terres : un soldat FPR a escorté 10 personnes qui passaient à l'Est, il organise des meetings sur la rive Est , des laissez passer leur ont été accordés à cette occasion . Le FPR aurait exécuté 8 notables à MARABA (15 km Est-Sud-Est de GIKONGORO) . Des combattants du front ont encerclé le village de RUSHIKILIT (6 km Nord-Nord-Est de KIBUYE) et enlevé une trentaine de personnes, en majorité des femmes et des enfants

Le 19 juillet, le FPR aurait exécuté 25 personnes à CYARATZI (5 km de NYABISINDU) ; ces derniers auraient quitté la ZHS pour assister à un meeting organisé par le FPR . Des membres du FPR sont venus chercher des notables à RUKONDO et les ont emmenés .

Le 20 juillet, un paysan, ayant assisté à une réunion d'information du FPR à RUNYINYA (20 km Sud-Sud-Ouest de GIKONGORO), a rapporté les éléments qui conditionnent la possibilité de retour en zone FPR :

- ne pas avoir adhéré au MRND,
- ne pas avoir d'ascendant ou de descendant ayant servi dans les FAR,
- ne pas savoir lire .

Pour le FPR, toutes les autorités gouvernementales et locales sont considérées comme responsables ou complices des massacres ; celles qui s'y étaient opposées ont été tuées .

Le 21 juillet, dans toute la zone, des groupes de 5 à 10 hommes du FPR somment les habitants de venir assister à des meetings ou réquisitionnent des villageois pour effectuer des travaux hors de la ZHS ; à leur retour, ils témoignent de massacres tel à SIMBI (10 km Est de GIKONGORO) où 15 corps gisent à côté de la paroisse . Le cachet FPR est systématiquement apposé sur leur carte d'identité .

Le 22 juillet, 35 réfugiés qui tentaient de passer au Burundi ont été tués par des soldats du FPR et de l'armée burundaise, selon le FPR, il s'agirait de miliciens "Interhamwe".

Le Premier ministre M. TWAGIRAMUNGU, a annoncé que tous les responsables du "génocide" seront jugés selon leurs responsabilités : les cas de 10 préfets, 147 bourgmestres et 30.000 chefs de cellules seront examinés ; "il n'y aura pas d'impunité". Il a incité à la délation pour confondre les criminels . Les membres de l'ex-parti présidentiel, le MRND, seront écartés des postes de responsabilités . Ceux qui voudront s'investir dans

la reconstruction du pays seront les bienvenus s'ils ne sont pas impliqués dans les massacres .

23 juillet ; le FPR filtre les gens qui rentrent en zone FPR à l'aide de sympathisants qui désignent les suspects ; ces derniers sont immédiatement emmenés . Les personnes chargés des éliminations se nomment Martin Prosper MASSARO et ANYSIC, pour la commune de KILINDA (26 km Est-Sud-Est de KIBUYE) et MAGIRIRI dans la commune de MURARA .

24 juillet ; Au centre, le FPR a installé un centre d'internement dans l'église de MUSHUBATI (7 km Ouest de GITARAMA) ; 400 personnes y sont détenues ; il a tiré à la mitrailleuse de 14,5 sur un groupe de réfugiés identifiés comme suspects .

25 juillet ; à hauteur de MUSHUBATI (4 km Est de GITARAMA), le FPR aurait arrêté une colonne de déplacés ; il aurait laissé passer les femmes et les enfants et aurait interrogé les hommes . Plusieurs d'entre eux auraient été tués les autres ont fui en direction de la ZHS .

Sur 20 déplacés du camp de MUDASOMWA qui avaient voulu rentrer chez eux à BUTARE, 16 sont revenus en rapportant que trois d'entre eux avaient été tués par le FPR

26 juillet ; 8 soldats du FPR ont enlevé 2 paysans qui gardaient leur troupeau au Nord-Est de MARABA , au bord de la rivière MWOGO . Les intéressés ont été emmenés au camp GAKO près de HUYE (4 km Nord-Est de BUTARE). Ils ont été frappés au cours de leur interrogatoire puis jetés dans une fosse contenant de nombreux cadavres après avoir reçu des coups de houe sur la tête . L'un d'entre eux a survécu et est revenu à GIKONGORO où il a été soigné .

27 juillet : Sur l'itinéraire KIGALI-GITARAMA, le FPR a installé une dizaine de barrages gardés par 3 à 4 soldats qui fouillent systématiquement tous les véhicules à l'exception de ceux de l'ONU . Les déplacés qui rejoignent la zone FPR par le col de NDABA passent par un double barrage : au premier, les véhicules et les personnes sont fouillés, au deuxième, les gens sont interrogés sur leur identité, leur lieu d'habitation, leur profession et leur fonction . Ils sont ensuite conduits dans des camps de triage où ils sont installés dans un secteur regroupant les habitants d'un même village . Un responsable du FPR, originaire du village les accueille et désigne ceux qui sont sur les listes des personnes recherchées et ceux qui ont participé aux massacres . Ces derniers sont transférés dans un autre lieu où ils seraient exécutés . Le FPR a installé un camp de triage à MARABA (15 km Sud-Est de GIKONGORO) .

Des soldats du FPR ont exécuté à la hache des déplacés qui avaient rejoint la zone FPR à GAKO (17 km Est-Sud-Est de GIKONGORO) . Les déplacés ont été interpellés à hauteur du pont sur la rivière MWOGO, sur la route GIKONGORO-BUTARE, puis emmenés en camionnette à GAKO . Ils ont été rossés pendant le transport puis enfermés à leur arrivée . Une vingtaine de jeunes gens étaient détenus dans le même local, les FPR est venu les chercher par groupe de 4 pour les tuer . M.KALIMBA David a survécu à ses blessures et a rejoint la ZHS où il a été soigné et entendu en présence du Major RACINE, chef des observateurs de la MINUAR .

28 juillet : des soldats du FPR ont confirmé que des jugements étaient prononcés à l'encontre des criminels répertoriés sur des listes préétablies ou de personnes dénoncées . les arrêts de justice étaient "impartiaux" et la peine appliquée immédiatement . Un camp de triage est implanté à BUKEYE (15 km Nord-Est de KIBUYE) ; plusieurs Hutu auraient été bastonnés et trois d'entre eux auraient été tués. Le 28 vers 4 heures du matin, des soldats du FPR ont exécuté une dizaine de personnes à KAZIZI (7,5 km Nord-Est de MABANZA), 1.000 réfugiés ont repassé le col de NDABA et sont retournés en ZHS. A GISOVU, dans la région de KIBUYE, le FPR aurait provoqué la mort de personnes incarcérées en les privant de nourriture, d'autres auraient été tuées à l'arme blanche . Deux fosses communes où le FPR dépose les cadavres, ont été localisées à KILINDA et à NYARUSANGE (19 km Ouest-Sud-Ouest et 9 km Est de GITARAMA). Les personnes suspectes, repérées parmi les réfugiés rentrant de GOMA, sont regroupées au stade "KAVAYA" à GISENYI et dans la cathédrale de NYUNDO (8 km Est de GISENYI).

30 juillet ; 18 FPR armés venus de MUCUBIRA (60-46) se seraient rendus sur le marché de GAHLINGA pour s'y approvisionner et auraient blessé par balle une fille, et menacé ceux qui voulaient l'évacuer. Ces FPR possédaient une liste de personnes qui se seraient approprié des biens appartenant à des tutsis. Ils auraient également enlevé un tavernier.

31 juillet ; 63 personnes qui rentraient de GIKONGORO pour se rendre à KIGALI ont été assassinés au groupe scolaire de BUTARE où ils s'étaient arrêtés pour passer la nuit . Un survivant qui a pu s'échapper est revenu à GIKONGORO où son témoignage a été recueilli par le Major RACINE de la MINUAR .

1er aout ; 3 paysans qui se trouvaient à proximité de KADUHA (15 km Nord de GIKONGORO) ont été enlevés par 8 soldats du FPR . Ils ont été ligotés et conduits à GITWE (16 km Sud-Sud-Ouest de GITARAMA) ; deux d'entre eux ont été exécutés, le troisième, MNDINDAYINO a pu s'enfuir et rejoindre la ZHS où il a été soigné . Le témoignage de l'intéressé a été recueilli par le Major RACINE, chef des observateurs de la MINUAR .

2 aout : la population continue de se plaindre des incursions FPR dans la ZIIS, et rapporte que ces derniers tenteraient maintenant d'inciter la population à se rebeller contre les Français ; ils menaceraient les responsables qui travaillent à nos côtés.

3 aout ; trois personnes qui travaillaient dans les champs à l'intérieur de la zone FPR à NAWIZU (10 km à l'Est de BUYENZI) ont déclaré avoir été attaquées par des FPR armés de machette. Ils ont été soignés par nos

4 aout ; 12 étudiants de GISOVU (22 km Sud de KIBUYE) sont venus faire part de leur crainte après que des personnes, mandatées par le FPR aient effectué le recensement des intellectuels

9.F.6. Fiche d'information, 23 juillet 1994, Massacres de
Birambo

Déclassifié

Ces massacres auraient été commandités par :

- le bourgmestre de BWAKIRA Mr. KABASNA Tharcisse
- Un masseur Mr. MASSER
- le s/préfet de BIRAMBO Mr. UWIMANA J-Baptiste

Lieu des massacres :

L'école normale primaire de BIRAMBO où l'on relève de nombreuses traces de sang . Ce site est actuellement fermé .

Fosses :

- La première devant cette école
- La deuxième à côté du bureau de la s/préfecture dans la fosse septique
- La troisième au sud du village vers l'école professionnelle.

Ces fosses auraient été creusées par des pelleteuses venant de BWAKIRA.
Le sous-préfet aurait payé 7 0000 FRW aux conducteurs. Il aurait vendu les biens des Tutsis massacrés à quatre commerçants .

9.F.7. Note du ministère des Affaires étrangères, 12 juillet 1994,
Personnalités accusées par le FPR d'être responsables des
massacres

Déclassifié

OBJET : personnalités accusées par le FPR d'être responsables des massacres.

L'Ambassade du Rwanda nous a communiqué un document qu'elle attribue au FPR et qui contient la liste (non exhaustive) des personnalités accusées par le Front d'être responsables des massacres.

Il est divisé en 5 catégories : responsables d'administrations, politiciens, miliciens, administrateurs locaux, autres.

1) Responsables d'administrations

La liste comprend :

- tous les Ministres du gouvernement intérimaire, y compris M. Faustin Munyazesa, qui a refusé de regagner Kigali après le 6 avril et a été remplacé à son poste et que M. Twagiramungu considère comme un modéré. Le FPR l'accuse d'être membre de "l'escadron de la mort".

- M. Enoch Ruhigira, directeur de cabinet du Président Habyarimana. Actuellement à Nairobi, il a refusé la direction du cabinet du Président ad-intérim. M. Twagiramungu le qualifie de modéré et l'a approché pour lui demander de se joindre à lui, ce qu'il a refusé. Pour le FPR, il est membre de "l'escadron de la mort".

- Le Président de la République ad-intérim.

- Mme Habyarimana

- M. Mbonampeka, qui n'exerce plus de responsabilités ministérielles depuis environ 2 ans. Juriste, membre du PL (opposition), il avait la charge du portefeuille de la Justice, avant de démissionner en se plaignant des obstructions mises par la gendarmerie à son travail mais aussi semble-t-il parce que des membres de son parti avaient été surpris transportant des explosifs pour le FPR et qu'il avait alors douté de son engagement politique.

Il avait alors fondé, avec E. Gapyisi, le Forum Paix et Démocratie, qui entendait réunir tous ceux qui entendaient lutter à la fois contre le régime du Président Habyarimana et le FPR, quelle que soit leur appartenance politique. Après l'assassinat de Gapyisi, en mai 1993, M. Mbonampeka avait publiquement accusé le FPR. Au sein du PL, il avait ensuite pris le parti de la "tendance Mugenzi" (plus proche d'Habyarimana).

Il aurait fait partie de la délégation rwandaise à la réunion extraordinaire de la commission des Droits de l'Homme.

- M. Ferdinand Nahimana, ex-directeur général de l'Office Rwandais d'Information, est le fondateur de RTLM (Radio des Mille Collines). Historien (doctorat de la Sorbonne, publications chez l'Harmattan) et théoricien du "pouvoir hutu".

L'indication selon laquelle il est hors du Rwanda fait sans doute référence à la rumeur (fausse) selon laquelle il serait en France.

2) Politiciens

Parmi la trentaine de noms on relève notamment :

- Jean-Bosco Barayagwiza, directeur général des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères mais aussi responsable éminent de la CDR, qu'il semble diriger depuis l'assassinat de son Président en février dernier.

- plusieurs membres importants du MRND : son président (Mathieu Ndirumutse), son vice-président (Ferdinand Kabagema) et son secrétaire général (Joseph Nzirorera) ainsi que d'autres responsables, au nombre desquels Edouard Karamera, ex-secrétaire général qui a pris le portefeuille de l'Intérieur au sein du gouvernement intérimaire.

- Des personnalités proches du Président Habyarimana : Juvenal Uwiringiyimana, de l'ORTPN (Office des Parcs Nationaux, qui relevait directement du Chef de l'Etat), Charles Nyandwi (Ministre des PTT puis de l'Enseignement Supérieur de 1980 à 1989), Sperancie Karwera, qui travaillait à la Présidence et faisait souvent officieusement passer les messages du Chef de l'Etat.

- Plusieurs responsables de partis d'opposition, parmi lesquels Donat Murego et Froduald Karamira, principaux adversaires de F. Twagiramungu au sein du parti MDR, dont ils dirigent la tendance "Hutu Power". D. Murego était aussi un opposant au Président Habyarimana et avait préféré passer 10 ans en prison plutôt que de demander son pardon. Mais il entendait faire du MDR l'héritier du parti Parmehutu qui avait aboli la monarchie en 1959 (il a consacré un livre à l'histoire de cette période) et s'affirme totalement opposé à la "restauration" voulue par le FPR. Il aurait des liens familiaux avec notre pays.

3) Milices

Pas de commentaires.

4) Administrateurs locaux

La liste comprend 7 Préfets (sur 11 Préfectures) et près d'une cinquantaine de bourgmestres (sur environ 150 communes).

Ce nombre élevé s'explique par le rôle important que jouent Préfets et bourgmestres, qui ont pu encourager ou limiter les massacres. Il est sans doute aussi dû à la volonté du FPR de prendre le contrôle de l'administration locale, qui l'avait conduit à revendiquer le portefeuille de l'Intérieur dans le gouvernement élargi.

Parmi les personnalités citées, on note le nom du Colonel Tharcisse Renzaho, qui avait en fait démissionné de son poste de préfet de Kigali au début de l'année pour réintégrer les cadres de l'armée (et qui, selon Amnesty International, jouerait un rôle important dans RTL), et de Jean-Baptiste Gatete, déjà cité à plusieurs reprises pour le rôle qu'il avait joué dans les massacres du Bugesera (il semble que ce soit sa présence dans le camp de Ngara, en Tanzanie, qui ait provoqué les récents troubles, les ONG exigeant son départ, refusé par la population).

De façon peu logique, cette rubrique intègre aussi les responsables de l'armée, parmi lesquels :

- le Colonel Theoneste Bagosora, directeur de cabinet du Ministre de la Défense. Son influence s'est nettement accrue après la fuite de l'ancien Ministre, James Gasana (menacé par des éléments de l'Akazu, semble-t-il), en juillet dernier, et son remplacement par Augustin Bizimana. F. Tagiramungu le considère comme un extrémiste et l'accuse d'être directement lié à l'assassinat du Premier Ministre (qu'il voulait empêcher de prendre la parole à la radio le matin du 7 avril) et au déclenchement des massacres.

- Le Colonel Anatole Nsengiyumva, commandant le secteur de Gisenyi. F. Twagiramungu le cite parmi les extrémistes.

- Le Colonel Serubuga, ancien chef d'état-major adjoint, cité par F. Twagiramungu comme extrémiste.

- Le Colonel Augustin Bizimungu. Celui-ci commandait le secteur opérationnel de Ruhengeri au moment de la mort du chef d'état-major dans l'avion présidentiel. Il n'a pas été aussitôt nommé à ce poste, d'abord confié au Colonel Gasintzi (sans doute plus ancien dans son grade). Mais il l'a très vite remplacé après la reprise des hostilités. Il est considéré comme un officier de valeur et le FPR, qui l'a eu en face de lui à Ruhengeri, le sait.

Le comité de coordination des forces démocratique du changement au Rwanda, fondé par F. Twagiramungu en mai dernier, a d'abord condamné "le commandement de l'armée et de la gendarmerie pour sa participation active dans l'organisation des massacres en cours". Mais le futur Premier Ministre s'interroge aujourd'hui sur le rôle exact d'A. Bizimungu et pense qu'il n'a peut-être pas trempé dans les exactions. Les Américains auraient aussi reçu des informations contradictoires à son sujet.

- Le Colonel Kabiligi a essayé de lancer la contre-offensive dans le Bugesera en mai-juin. Il semble jouir d'une bonne réputation militaire.

- Le Général Ndindiliyimana, chef d'état-major de la gendarmerie. Considéré comme un modéré, il a contribué, avec l'aide de la France, à faire de la gendarmerie une arme plus conforme à un Etat de droit.

Toutefois, alors qu'il était le seul officier général après la mort du chef d'état-major de l'armée le 6 avril et qu'il commandait la gendarmerie, il n'a rien fait pour arrêter les massacres. Originaire de Butare, il est vrai qu'il occupait une place assez marginale dans l'appareil militaire et ses gendarmes n'auraient sans doute pas osé s'opposer à la garde présidentielle. Il ne s'est toutefois pas désolidarisé des autorités et n'a pas condamné les massacres. Il vient de quitter ses fonctions, en théorie pour devenir Ambassadeur à Bonn.

- Le Colonel Rutayisire, responsable de la DGSE, devait devenir chef d'état-major adjoint de la gendarmerie (le chef d'état-major venant du FPR). Beau-frère de Gatabazi, un des principaux membres de l'opposition (PSD) et Ministre des Travaux Publics, il était vu avec une certaine méfiance par la mouvance présidentielle.

Cette liste comprend enfin 2 beaux-frères et un gendre du Président Habyarimana :

- Protais Zigiranyirazo : membre éminent de l'Akazu, ancien préfet de Ruhengeri (où, selon certaines rumeurs, il aurait joué un rôle dans l'assassinat de D. Fossey), il avait été écarté par le Président Habyarimana qui avait réussi à l'envoyer au Canada avec une bourse d'études. Reconnu coupable de menaces à l'encontre d'étudiants rwandais proches du FPR, il en avait été expulsé l'été dernier par un jugement aux attendus particulièrement sévères.

Des rumeurs aussi insistantes que fausses prétendent que nous l'avons évacué et/ou qu'il réside en France.

- Séraphin Rwabukumba, autre beau-frère, a un problème de santé.

- Alphonse Ntiriwamunda, gendre du Président Habyarimana.

5) Autres

Cette dernière rubrique est hétérogène. On y relève :

a) des journalistes ou propriétaires de média

- Félicien Kabuga, grand homme d'affaires qui a financé RTL. Selon Amnesty International un de ses fils serait marié à une fille du Président Habyarimana.

- Hassan Ngeze, rédacteur en chef du journal Kangura, défendant des thèses extrémistes hutu (cf. "les 10 commandements du Hutu").

- Telesphore Bizimungu, dénoncé par le FPR comme actionnaire de RTL. Il est probablement le directeur général des télécommunications.


b) Des hommes d'affaires parmi lesquels Pierre Basabose, qui avait connu brièvement la prison fin 1993 pour le détournement de 40 T. d'aide alimentaire du PAM (et serait à l'origine de l'attentat qui avait suivi contre le procureur général de Kigali, militant des droits de l'homme, A. Nkubito).

c) Des proches du pouvoir

- Simeon Nteziryayo, directeur de la Sonarwa et ancien Ministre (de la Jeunesse, des Travaux publics, à la Présidence).

- Denis Ntirugirimbabazi, ancien Ministre du Plan et gouverneur de la Banque centrale. Il avait fait échouer à l'été dernier une tentative d'escroquerie importante, apparemment montée par J. Mugenzi (Ministre PL du Commerce) avec l'accord (naïf ou intéressé ?) du Premier Ministre et du Ministre des Finances. Sa

succession (il arrivait à l'âge de la retraite) avait ensuite donné lieu à une épreuve de force entre le Président Habyarimana et le Ministre des Finances (d'opposition).

d) Quelques militaires sont cités dans cette dernière catégorie, parmi lesquels le Colonel Rwagafilita, qui avait joué un rôle important dans la lutte contre les infiltrations de réfugiés tutsis au milieu des années 60, avait ensuite occupé des fonctions au cabinet du Président Habyarimana à l'époque où celui-ci était encore Ministre de la Garde Nationale et de la Police, formé les troupes commandos au début des années 70 et détenu des portefeuilles ministériels (Jeunesse, Fonction Publique et Emploi)./. 

J.M. MARLAUD

DIFFUSION :

Présidence de la République (M. DELAYE)

Cabinet du Premier Ministre (M. de MONTFERRAND)

CAB (M. EMIE, Mme LOISEAU-DUCOULOMBIER)

DAM (M. de La SABLIERE, Mme BOIVINEAU, M. CILLARD)

9.F.8. Note du ministère des Affaires étrangères, 21 juillet 1994,
Personnalités accusées par le FPR d'être responsables des
massacres. Eléments complémentaires

Déclassifié

OBJET : Personnalités accusées par le FPR d'être responsables des
massacres. Eléments complémentaires.

Référence : Note 1945/DAM du 12 juillet.

Quelques éléments d'information complémentaires ont pu être recueillis
sur les personnalités accusées par le FPR d'être responsables des massacres :

27 **Michel Bagaragaza**. Originaire de Gisenyi, a dirigé plusieurs
entreprises (dont la dernière en date, l'OCIR-thé) et serait donc accusé d'avoir
financé le Président et son parti.

30 **Charles Nyandwi**. Mathématicien, ancien professeur à Québec,
ancien Ministre de l'enseignement supérieur

31 **Munyampundu**. Secrétaire Général du Parlement.

34 **Léon Mugasera**. Secrétaire Général du Ministère de la famille et de
la promotion féminine. Accusé notamment d'avoir prononcé un discours
incendiaire à Kabirira (région de Gisenyi) début 93 et d'avoir ainsi provoqué des
massacres.

37 **Barahinyura Shyirambere**. Originaire de Gisenyi, ancien proche du
Président Habyarimana (notamment pour des raisons d'intérêt financier), avait
ensuite écrit des pamphlets violents contre ce dernier. Il se serait rapproché du
FPR pour prendre ensuite ses distances et le dénoncer. Il aurait pu alors
transmettre certaines informations d'ordre interne sur le Front, qui le considère
comme un traître.

38 Charles Nzabagerageza. De la famille du Président Habyarimana. Ancien Préfet de Ruhengeri.

44 Jean Bosco Bicamumpaka. Frère du "Ministre des Affaires Etrangères" du gouvernement intérimaire

76 Godefroit Ruzindana. Sa présence sur cette liste est surprenante, car il avait bonne réputation et a semble-t-il pu éviter les massacres à Kibungo jusqu'à son remplacement.

91 Faustin Sekagina. Avant Rushashi, était sous-préfet dans une autre région (Bugesera) où il avait été accusé d'avoir laissé faire des massacres. Avait quitté Rushashi pour la présidence.

132 Colonel Bonaventure Buregeya. Originaire de Gisenyi. Ancien directeur de l'ESEM (Ecole Militaire).

134 Colonel Pascal Simbikangwa. Se serait fait connaître au CRCD (police criminelle), lorsqu'il y était affecté, pour recourir à la torture. En aurait été écarté après des interventions de notre part.

136 Colonel Rwagafilita. Chef d'état-major de la gendarmerie avant A Ndindiliymana (son remplacement avait été une condition que nous avons mise au développement de notre coopération dans ce secteur).

137 Major Karangwa. Originaire de Gitarama

138 Major Mageza. Originaire de Butare. S'occupait des déplacements du Président Habyarimana. Il était d'ailleurs à Dar-es-Salam le 6 avril (et s'y trouverait toujours).

139 Colonel Serubuga. Chef d'état-major de l'armée avant le Général Nsabimana.

153 Alphonse Ntirivamunda. Gendre du Président Habyarimana (époux de sa fille Jeanne)

155 Félicien Kabuga. Originaire de Byumba. Beau-père de l'ex-Ministre du Plan.

157 Kantano Habimana. Etait aussi journaliste à la Relève (hebdomadaire en français d'obédience gouvernementale).

- 518 -

158 Noël Hitimana. Avait été limogé de Radio Rwanda.

159 Gaspard Gahigi. Avait quitté Radio Rwanda. Rôle sans doute important au sein de RTLM.

160 Augustin Hatari. Aurait quitté Radio Rwanda depuis longtemps.

164 Gaspard Munyampeta. Serait décédé depuis 6 mois environ.

167 Sylvane Nsabimana. Chef du projet café financé par la France, où il était apprécié de nos coopérants. Membre du bureau politique du PSD (parti d'opposition). Nommé préfet de Butare vers le 12 avril, sa nomination s'est accompagnée dans cette région du début des massacres que son prédécesseur (tutsi) avait su empêcher. Actuellement à Nairobi.

175 Simon Bikindi. Chanteur, compositeur (notamment pour l'armée rwandaise), fondateur d'un ballet privé plus ou moins concurrent du Ballet National.

180 Eugène Rwamuncyo. Vient de finir ses études en URSS.

201 Claver Kamana. Tutsi.

202 Célestin Sebulikoko. Tutsi.

208 Alphonse Gatarama. Notamment distributeur de Bralirwa (bière et sodas). /A

J.M. MARLAUD